



HAL
open science

**Sergio Grez Toso et Jorge Elías Caro (comp), Masacres
obreras y populares en América latina durante el siglo
XX**

Noémi Fablet

► **To cite this version:**

Noémi Fablet. Sergio Grez Toso et Jorge Elías Caro (comp), Masacres obreras y populares en América latina durante el siglo XX. Nuevo mundo Mundos Nuevos, 2022, Comptes rendus et essais historiques, 10.4000/nuevomundo.87373 . hal-04031651

HAL Id: hal-04031651

<https://hal.science/hal-04031651>

Submitted on 16 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sergio Grez Toso et Jorge Elías Caro (comp), *Masacres obreras y populares en América latina durante el siglo XX*. Éd Imago Mundi, Buenos Aires, 2021, 469 p.

Mots-clés :

massacres, Amérique latine, répression, mouvements sociaux, XXe siècle

masacres, América latina, represión, movimientos sociales, siglo XX

massacres, Latin America, repression, social movements, 20th century

A l'aube du XXe siècle, les nouveaux rapports entre travail et capital suscitent des tensions inédites au sein des sociétés latino-américaines : si une poignée d'entrepreneurs nationaux puis étrangers accumulent les capitaux, la grande masse des travailleurs reste exclue de ces bénéfices et voit à l'inverse ses conditions de vie et de travail se dégrader, posant avec de plus en plus d'acuité la « question sociale ». Comme le souligne l'historien chilien Sergio Grez, une des expressions les plus tragiques de cette question sociale se manifeste dans les massacres¹ populaires qui scandent le XXe siècle, aussi surnommé « le siècle des massacres² ». Ces événements d'extrême violence qui se succèdent sur l'ensemble du continent font l'objet de ce livre.

Masacres obreras y populares en América latina durante el siglo XX est un ouvrage collectif, rédigé en espagnol, publié récemment (2021) aux éditions argentines Imago Mundi, qui rassemble les récits et analyses de différents massacres populaires qui ont endeuillé l'Amérique latine au cours du XXe siècle. Dans des contextes nationaux sensiblement différents, il expose une même réaction sanglante des autorités face à un monde ouvrier, à différentes étapes de sa construction, ou face aux revendications des secteurs populaires pour une existence plus digne. Tous ces massacres, 17 au total, réunis dans un ouvrage de 469 pages, constituent autant de jalons dans l'histoire du mouvement ouvrier ou dans l'histoire sociale et nationale des pays d'Amérique latine, du nord au sud, du Mexique au Cône sud³. Les compilateurs - Sergio Grez Toso, historien de la Universidad de Chile et Jorge Elías Caro, historien colombien de la Universidad del Magdalena – ont donc engagé

1 Sergio Grez Toso (2007) [1997], *De la "regeneración del pueblo" a la huelga general. Génesis y evolución histórica del movimiento popular en Chile (1810-1890)*, Santiago : RIL Ediciones, p. 184

2 Voir El Kenz, D., (2005). *Le massacre, objet d'histoire*, Paris : Gallimard, repris par les compilateurs dans l'introduction de l'ouvrage.

3 Sont représentés : le Mexique, le Chili, l'Argentine, la Colombie, l'Équateur, Cuba, la Bolivie, la République dominicaine, le Salvador, le Brésil, le Guatemala. Il manque donc certains pays d'Amérique centrale, mais aussi le Pérou, le Paraguay et le Venezuela.

une collaboration entre universitaires de différents pays ; en réunissant ces actes d'extrême violence au sein d'un même volume, ils proposent à la fois de les relire dans une perspective régionale, mais aussi de les regarder à l'échelle du siècle.

Dans les années 2000, l'exigence de mémoire, de justice et de vérité concernant le passé traumatique récent confère aussi au passé violent plus lointain, parfois sensiblement effacé, une nouvelle place dans les universités comme dans la sphère publique. Le leitmotiv « *nunca más* », « plus jamais » devient une consigne lancinante : des travaux sont publiés, des lois mémorielles votées et des commémorations sont solennellement orchestrées pour rendre hommage aux victimes des massacres qui ont contribué à obscurcir l'histoire du XXe siècle. Ce livre naît de ce contexte et plus précisément, l'idée se concrétise à partir du colloque organisé en 2008 à l'occasion du 80e anniversaire du massacre « des bananes », quand les deux historiens, Sergio Grez Toso et Jorge Elias Caro, prennent acte d'un vide historiographique autour des massacres populaires en Amérique latine et s'engagent alors ensemble à commencer à le combler.

Cet ouvrage est donc le résultat d'un travail de compilation de longue haleine pour regrouper 17 massacres latino-américains qui ont eu lieu dans différentes régions et à différentes époques, étudiés par des chercheurs de toute l'Amérique latine. Certes, la liste est loin d'être exhaustive et l'ouvrage ne prétend pas inclure l'ensemble des massacres du sous-continent survenus durant le siècle passé, seulement certains « parmi les nombreux massacres qui ont lieu fréquemment sur tout le territoire » (p.397) ; il s'engage davantage à réunir différents actes de répression sanglante commis par les armées nationales, sous les ordres des pouvoirs centraux, contre des populations issues des secteurs populaires, artisans (du secteur textile, en 1919 à Bogotá), ouvriers (des mines d'étain boliviennes), travailleurs agricoles (de la canne à sucre, en République Dominicaine, ou des bananes, en Colombie), indigènes, étudiants, *pobladores* chiliens, détenus brésiliens. Chaque chapitre renvoie soit à un massacre spectaculaire commis à une date et à une heure précises, comme le massacre de la prison brésilienne du Carandiru, du 2 octobre 1992 à 16h26, soit à des suites de violences et d'assassinats collectifs sur une durée plus longue, une semaine, une décennie, comme celle de 1980 au Guatemala.

On pourrait reprocher à ce livre collectif son choix éclectique ou arbitraire des événements tragiques, la présence d'articles parfois datés et très hétérogènes dans leur extension et leur approche, ou encore le déséquilibre au profit de l'histoire chilienne et de l'histoire colombienne, qui occupent chacune 3 chapitres sur les 17. Néanmoins, d'emblée les compilateurs soulignent qu'il ne s'agit pas de construire un ouvrage synthétique à visée englobante mais bien davantage de poser une première pierre à l'édifice, de lancer une dynamique, dans un champ historiographique encore peu exploré depuis cet angle continental. Pas de typologie donc, pas de synthèse mais des épisodes tragiques dont les récits se succèdent dans une style et une amplitude variable : ils sont parfaitement

indépendants les uns des autres, même si parfois des passerelles se créent – à travers le rôle de certains acteurs, l'ambassadeur états-unien Jefferson Caffery par exemple, que l'on retrouve en Colombie et en Amérique centrale.

Plutôt que de proposer un bref résumé de chacun des chapitres, on peut chercher à faire ressortir ce qui les lie, en insistant alors sur ce qui donne à l'ouvrage une certaine unité. D'une part, l'organisation chronologique, depuis 1907 jusqu'à 1992, permet de balayer tout un siècle de contestation sociale et de répression. Les premiers chapitres montrent le caractère spontané des révoltes de travailleurs (les travailleurs mexicains du textile de Río Blanco en 1907), contemporain d'une capacité organisationnelle plus développée (comme durant la « *Huelga grande* », « grande Grève » de 1907, dans la région de Tarapacá, au Chili). Cette approche chronologique nous permet d'apprécier différentes étapes de la prolétarianisation des travailleurs, différents stades dans la construction d'une conscience sociale, d'abord embryonnaire, puis progressivement plus affirmée. Cette construction se heurte à une répression d'État confortée par l'argument, réitéré de façon obsédante tout au long du siècle, de la menace bolchevique, argument qui s'avère implacable à l'heure de justifier le maintien sanglant de l'ordre social, quoi qu'il en coûte.

De plus, ce temps long permet d'entrevoir la réaction brutale aux revendications sociales non seulement des régimes dictatoriaux, de Fulgencio Batista, à Cuba ou de Rafael Leonidas Trujillo, en République Dominicaine, mais aussi des démocraties progressistes, comme au Chili, lorsque le gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei justifie le massacre des mineurs chiliens de 1967. Cette récurrence de la violence d'État sous différents régimes incite certains auteurs à insister sur une violence de la répression qui n'est pas conjoncturelle, mais bien institutionnelle⁴ ; elle n'est pas isolée, n'est pas non plus l'apanage des régimes autoritaires mais doit, elle aussi, se penser dans la perspective d'un long XXe siècle, où les États lancent une offensive sanglante contre les secteurs populaires.

D'autre part, les questions de la responsabilité, de l'impunité et celle de l'oubli sont soulevées à plusieurs reprises. Les articles esquissent souvent un bref bilan historiographique, visant à dépasser les lectures idéologiques, pour proposer ensuite une lecture nuancée des causes et conséquences de la situation d'extrême violence étudiée, à partir de sources émanant des bourreaux comme des victimes. Les différents travaux se penchent donc sur les justifications données par les responsables directs des faits (comme le général Silva Renard, responsable du massacre de Santa Maria de Iquique) ou commanditaires plus lointains (le ministre Ignacio Rengifo, limogé six mois après le massacre de Ciénaga de 1928), sans pour autant mettre de côté la voix des victimes ; c'est d'ailleurs la posture que revendiquent Renán Vega Cantor et Lúz Ángela Núñez Espinel quand ils affirment vouloir récupérer la mémoire des victimes en se penchant sur le discours des syndicats

4 Voir l'article d'Angela Vergara Marshall p. 339-359 et celui de Vera Lucia Vieira p. 397-434.

colombiens, non exploité jusque-là, pour comprendre le massacre de 1919 qu'ils étudient (p. 114). Si certains massacres sont clairement établis dans l'imaginaire collectif et leurs responsables identifiés, d'autres sont invisibilisés et ne bénéficient pas d'une reconnaissance officielle de la part des autorités. Au Salvador, par exemple, les sources sont laconiques ou inaccessibles, sans doute volontairement effacées ; au Brésil, les enquêtes pour homicides sont invariablement archivées et la justice s'avère donc impuissante à juger les responsables. Le risque de l'oubli menace donc certains de ces actes de répression, en ce sens cet ouvrage collectif participe d'un effort pour y répondre par une volonté de savoir et de comprendre.

Cette compilation donne ainsi la parole à des historiens de tout le continent latino-américain et permet une pluralité d'approches autour de différents moments de répression qui rend assurément la lecture plus dynamique ; ce panel d'analyses variées est unifié par une synthèse bibliographique et un index en fin d'ouvrage qui lui donnent une facilité d'usage. Surtout, elle s'intègre dans une dynamique historiographique qui vise à s'émanciper du carcan des frontières nationales, d'autant plus nécessaire quand on parle de massacres populaires que si la violence émane d'un État, les victimes, elles, sont régulièrement constituées de populations indigènes et de travailleurs étrangers, immigrés économiques. En ce sens, cet ouvrage peut donc se concevoir comme un premier effort collaboratif et surtout comme une invitation stimulante à prendre le relais de la réflexion initiée ici, dans une perspective comparative et transnationale.

Noémi Fablet est doctorante en histoire de l'Université Rennes 2, laboratoire ERIMIT (EA 4327), membre du projet IRP Atacama- SHS. Sa thèse porte sur les mémoires de massacres ouvriers latino-américains.